



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

rythmes scolaires

Question au Gouvernement n° 1131

Texte de la question

RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

M. le président. La parole est à M. Jean-François Copé, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Nicolas Bays. Tricheur !

M. Jean-François Copé. Comme je regrette, monsieur le ministre de l'éducation nationale, l'agressivité dont vous venez, une nouvelle fois, de faire preuve. (« Oh ! » *sur les bancs du groupe SRC.*) Je considère qu'un sujet tel que celui de l'éducation de nos enfants devrait au moins faire consensus entre la droite et la gauche dans ce pays.

Tout le monde sait naturellement qu'il faut alléger la charge de travail de nos enfants. Mais en procédant comme vous l'avez fait, vous avez accumulé tous les inconvénients sans en recueillir aucun avantage pour les enfants de France. Vous avez décidé cette réforme des rythmes scolaires en catimini, par décret. (*Rires sur les bancs du groupe SRC.*) Voilà une réforme qui plonge l'école française dans un désarroi total. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Les enfants, monsieur le ministre, sont épuisés par l'augmentation du temps scolaire, comme en attestent tous les témoignages. Ils sont déboussolés par l'arrivée de nouveaux intervenants, surtout en maternelle.

En outre, vous avez humilié les enseignants en les écartant de la réforme ; ils voient aujourd'hui débarquer dans leurs classes, en dehors du temps scolaire, des intervenants non formés. Vous créez des inégalités profondes entre les villes et les communes rurales qui n'ont ni les équipements ni les moyens nécessaires. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Vous perturbez les parents, qui s'inquiètent pour leurs enfants. Vous ignorez le travail des clubs sportifs.

Enfin, monsieur Peillon, et croyez que je le regrette, vous confortez le Président de la République dans son rôle de Président des impôts ! Cessons de nous mentir : vous avez doté votre réforme d'un financement de l'ordre de 50 euros par an et par enfant, alors que chacun sait bien qu'il ne faudra pas moins de 300 euros ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Je vous le dis : vous ne trouverez pas la solution en augmentant les impôts locaux, alors que vous avez déjà matraqué les Français par des impôts d'État. Je vous demande donc de reporter cette réforme, avant que la colère du peuple de France ne vous oblige à démissionner ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP, dont certains membres se lèvent, et sur les bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale*. Oui, monsieur le député, j'aurais souhaité le consensus. Cela étant, permettez-moi de rappeler quelle est votre crédibilité en matière d'éducation : ces dernières années, vous avez accepté la destruction de 80 000 postes (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) et ma première décision, y compris pour votre département, la Seine-et-Marne, a été de recréer des postes car les remplacements n'étaient plus assurés ! (*Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Un peu de calme, je vous prie.

M. Vincent Peillon, *ministre*. Vous avez enlevé aux enfants de France deux heures de cours à l'école élémentaire. Vous avez supprimé la formation des enseignants. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Quelle est aujourd'hui votre crédibilité pour nous donner des leçons, alors même que nous réparons ce que vous avez détruit ? La réalité, c'est que vous voulez continuer à détruire et à diviser en jouant sur les peurs et sur les mensonges.

Dans votre propre ville de Meaux, monsieur Copé, ce n'est pas de 50 euros que vous avez privé chaque enfant, mais de 150 euros cette année ! Et c'est justement à ce montant que M. Pélissard, président de l'Association des maires de France, qui est dans votre formation politique, estime le coût de la réforme.

Nous devons agir pour permettre le redressement éducatif de la France. Nous devons agir pour permettre la réussite scolaire de tous les élèves sur tous les territoires, précisément pour lutter contre les injustices qui se sont aggravées ces dernières années. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Christophe Lagarde. Vous n'êtes tout de même pas obligés de faire n'importe quoi !

M. Vincent Peillon, *ministre*. La réforme que nous menons, y compris avec des élus de votre bord politique, est une grande réforme.

M. Philippe Meunier. On n'en veut pas, de ces rythmes scolaires !

M. Vincent Peillon, *ministre*. Elle devrait permettre à chacun de se dépasser. Nous savons en effet que lorsque l'école de la France fonctionnera mieux, alors l'ensemble du pays en profitera. Nous vous attendons à ce rendez-vous. Chacun, pourtant, aura compris que vous en aviez un autre, plus politique : celui des municipales. Faites attention à ne pas enfourcher ce cheval, car vous risquez de tomber, et la chute sera lourde ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste, dont de nombreux membres se lèvent, et sur les bancs du groupe RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-François Copé](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1131

Rubrique : Enseignement maternel et primaire

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 octobre 2013](#)